

Communauté d'Afrique de l'Est – Rwanda

Par le SER de Nairobi



Le secteur de l'eau au Rwanda

Malgré des ressources en eau relativement abondantes, le Rwanda fait face à un stress hydrique croissant depuis les années 1990 lié à une forte croissance démographique et aux impacts du changement climatique, qui ont réduit la disponibilité d'eau douce par habitant et dégradé la qualité des ressources. Si des progrès ont été réalisés en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, des inégalités importantes subsistent entre zones urbaines et rurales. Le pays s'est doté d'un cadre stratégique ambitieux visant l'accès universel à l'eau à domicile d'ici 2050. Néanmoins, le secteur est confronté à des défis majeurs, notamment un sous-financement chronique, des infrastructures défectueuses, des pertes d'eau élevées et des capacités institutionnelles limitées. Pour y répondre, le Rwanda bénéficie du soutien de bailleurs internationaux, tout en cherchant à accroître la mobilisation de financements via des partenariats public-privé, dans un contexte de contraintes budgétaires croissantes.

Un stress hydrique croissant face à la croissance démographique

Bien que le Rwanda dispose de ressources en eau relativement abondantes, le pays fait face à un stress hydrique croissant depuis les années 1990, principalement en raison de la forte croissance démographique. La disponibilité en eau douce par habitant a chuté de 1 725 m³/an en 1982 à 772 m³/an en 2018¹⁶. Cette disponibilité varie fortement selon les précipitations, dans un contexte marqué par le changement climatique, avec des épisodes alternant sécheresses et pluies intenses. En parallèle, la qualité des ressources en eau se dégrade sous l'effet de la pression sur les terres agricoles et forestières, ainsi que des activités minières, industrielles et agricoles.

Malgré des progrès en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, d'importantes disparités subsistent. En 2019/20, seuls 56 % des ménages avaient accès à un service d'eau potable de base, avec de fortes inégalités entre zones urbaines (87 %) et rurales (49 %)¹⁷. Kigali enregistrait le meilleur taux d'accès (82 %), contre seulement 43 % dans la province de l'Est. L'accès varie également selon le niveau de vie, allant de 85 % pour le quintile le plus aisé à 38 % pour le quintile le plus défavorisé¹⁸.

Un cadre stratégique ambitieux pour le secteur de l'eau mais une gouvernance fragmentée

L'eau est reconnue par le gouvernement du Rwanda comme un levier clef de transformation économique et sociale, conformément à la Stratégie Nationale de Transformation (NST-1), à la Vision 2050 et à la Stratégie de Croissance Verte et de Résilience Climatique (2023). La [nouvelle Politique nationale de l'eau et de l'assainissement \(2023\)](#) unifie les politiques antérieures en intégrant les ODD, les priorités nationales actualisées et les enjeux de sécurité hydrique et de résilience climatique. Les Plans Directeurs Intégrés de l'Eau et de l'Assainissement (2022) visent 60 % d'accès à une eau potable sécurisée d'ici 2030 (le reste en accès de base), et une couverture universelle d'ici 2050. Ils fixent également comme objectif de réduire les pertes d'eau dans le réseau à 34 % en 2030 et à 20 % en 2050¹⁹.

Au Rwanda, la gouvernance de l'eau est répartie entre le Ministère des Infrastructures (MININFRA), qui définit la politique nationale de l'eau potable et de l'assainissement, le **Rwanda Water Resources Board (RWB)**, responsable de la gestion intégrée des ressources en eau (planification, suivi et protection des bassins versants), et la **Water and Sanitation Corporation (WASAC)**, entreprise publique, qui assure la production, le traitement et la distribution de l'eau potable sur la majorité du territoire. La **Rwanda Utilities Regulatory**

¹⁶ [Rwanda - Renewable internal freshwater resources per capita \(cubic meters\)](#)

¹⁷ [WASH in Rwanda, UNICEF, 2024](#)

¹⁸ [Ibid](#)

¹⁹ [Ibid](#)

Authority (RURA) régule le secteur en garantissant la qualité des services, l'équité tarifaire et la protection des usagers. Enfin, les autorités locales mettent en œuvre les projets et assurent la gestion opérationnelle des infrastructures à l'échelle décentralisée. En décembre 2024, avec l'appui du [2030 Water Resources Group](#) (hébergé par la Banque mondiale), une plateforme multi-acteurs a été lancée pour renforcer la coordination pour une gestion durable de l'eau, incluant un projet pilote de paiements pour services écosystémiques.

Des obstacles structurels à l'accès universel à l'eau

Plusieurs freins majeurs entravent l'atteinte des objectifs d'accès universel à l'eau au Rwanda. Le premier est financier : malgré une hausse de 66 % du budget WASH entre 2021/22 et 2023/24 (de 44 à 74 M USD)²⁰, et une allocation prévue de 127 M USD en 2025/26²¹, le secteur reste largement sous-financé au regard des besoins estimés à 307,7 M USD par an pour atteindre les objectifs des ODD WASH (accès universel à des services d'eau et d'assainissement « safely managed ») d'ici 2030. Sur le plan technique, les infrastructures sont peu résilientes aux aléas climatiques, fréquemment endommagées par des inondations ou glissements de terrain. Les réseaux vieillissants génèrent des pertes d'eau importantes (41 % en 2022)²² et la qualité de l'eau est souvent compromise par des fuites et des risques de contamination croisée avec les réseaux d'assainissement. En milieu rural, près de la moitié des systèmes d'approvisionnement étaient partiellement ou totalement défectueux en 2021. Ces défis sont accentués par des faiblesses institutionnelles : coordination insuffisante, responsabilités mal définies, pénurie de personnel qualifié, et manque de données fiables à l'échelle locale. Enfin, l'épuisement des ressources, l'absence de traitement adéquat des eaux usées et de gestion des déchets solides, ainsi que la faible capacité de paiement des usagers compromettent la pérennité des services.

Financement du secteur de l'eau : un soutien des partenaires internationaux et une volonté d'ouvrir aux Partenariats Public-Privé

Le secteur de l'eau au Rwanda bénéficie d'un soutien important de plusieurs bailleurs de fonds. La Banque africaine de développement (BAD), en partenariat avec l'OPEC et la JICA, mène depuis 2018 un programme ambitieux d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, étendu jusqu'en 2029, incluant la construction et la réhabilitation des réseaux d'eau et des stations de traitement à Kigali et dans ses environs. La Banque mondiale, via son programme de développement urbain (2021-2026), prévoit d'améliorer la gestion des risques d'inondation et des zones humides urbaines, ainsi que le développement des infrastructures de base dans les villes secondaires. D'autres acteurs tels qu'UNICEF, la FAO et USAID ont également été actifs dans le secteur. Face à des contraintes budgétaires, la société publique WASAC privilégie de plus en plus les partenariats public-privé (PPP) pour financer ses infrastructures, comme en témoigne le projet « Kigali Bulk Water », soutenu par la BAD, et un investissement du Private Infrastructure Development Group (PIDG) et de l'opérateur privé émirati Metito, qui traite, depuis 2016, 40 millions de litres d'eau par jour, soit un tiers des besoins de la capitale.

La France est à ce jour relativement peu présente dans ce secteur. L'AFD ne dispose à ce jour d'aucun projet dans le domaine. Le Trésor finance toutefois une étude de faisabilité et de conception pour un système centralisé d'assainissement dans un district de Kigali, et des entreprises françaises s'intéressent la fourniture d'unités de potabilisation d'eau en zone rurale.

²⁰ [WASH in Rwanda, UNICEF, 2024](#)

²¹ [Rwanda: How Rwanda Plans to Fund, Spend Rwf7tn Budget for 2025/26 - allAfrica.com](#)

²² [WASH in Rwanda, UNICEF, 2024](#)